AD.

- 14 SEP. 1978

Coordination

L. 13.141/2/V/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 30 juin 1978, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "sur les douanes et accises", a donné le 10 août 1978 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 30e juni 1978 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "inzake douane en accijnzen", heeft de 10e augustus 1978 het volgend advies gegeven :

05. SEP. 1978

CONSIDERATIONS GENERALES.

Le projet d'arrêté royal tend à modifier la loi générale sur les douanes et accises, coordonnée le 18 juillet 1977. Pour apporter ces modifications aux dispositions législatives, le Roi dispose d'un pouvoir "spécial" qui lui a été conféré par l'article 2 de la loi du 20 février 1970, devenu l'article 11 de la loi générale coordonnée.

L'usage de ce pouvoir spécial est limité aux mesures "propres à assurer la bonne exécution d'actes internationaux" et il est soumis à confirmation législative.

La notion d'actes internationaux a été explicitée au cours des travaux préparatoires de la loi du 2 mai 1958, dont l'article 1er a été reproduit par l'article 2 de la loi du 20 février 1970 précitée et l'article 11 de la loi générale coordonnée. Les actes internationaux comprennent non seulement les traités conclus en la forme mais tous accords et arrangements, même conclus entre administrations en vue de régler des questions de pratique journalière (Doc. parl. Chambre, session 1957-1958, n° 875/1).

Il va de soi que les actes internationaux que le Roi est autorisé à mettre à exécution doivent lier la Belgique, ce qui postule qu'ils soient régulièrement conclus par des autorités compétentes à cette fin et qu'ils soient munis des approbations et assentiments qui seraient nécessaires pour qu'ils aient plein et entier effet.

*

* *

.../...

Article 1er.

L'article 1er du projet insère dans l'article 6 de la loi générale un § 2 qui a pour but de confier au Ministre des Finances le soin de déterminer les conditions et les limites dans lesquelles seront appliqués, en Belgique, dis-neuf articles des dispositions préliminaires du tarif des droits d'entrée Benelux.

Ces dispositions préliminaires originellement contenues dans l'annexe du Protocole signé à Bruxelles le 15 juin 1970, approuvé par la loi du 26 mars 1973, résultent actuellement d'un texte nouveau édicté par une décision du Comité de Ministres de l'Union économique Benelux du 21 octobre 1975 et modifié par deux décisions de ce même Comité du 24 mai 1976, puis par deux décisions du 28 décembre 1977. Le texte de ces dispositions a paru au Moniteur belge des 31 mars 1976, 7 décembre 1976 et 25 mars 1978.

Le Protocole du 15 juin 1970 a en effet prévu dans son article 1er, alinéa 2, que le tarif peut être modifié par décision du Comité de Ministres de l'Union économique Benelux, prise conformément à l'article 19, a, du Traité d'Union.

Lequel Traité d'Union du 1er février 1958, approuvé par la loi du 20 juin 1960, prévoit en son article 19 :

"Pour l'exécution des missions qui lui sont confiées, le Comité de Ministres peut :

.../...

a) prendre des décisions pour déterminer les modalités d'exécution des dispositions du présent Traité dans les conditions prévues par celles-ci. Les décisions du Comité engagent les Hautes Parties contractantes;

b) ...".

Les décisions ainsi prises par le Comité de Ministres appellent deux observations :

I. Ces décisions constituent des "actes internationaux" au sens de l'article 11 de la loi générale sur les douanes et accises. Elles sont de nature à lier la Belgique sans qu'il soit besoin d'un assentiment des Chambres législatives.

Toutefois, si l'article 19, a, du Traité d'Union dit bien que "les décisions du Comité engagent les Hautes Parties contractantes", il ne dit cependant pas que ces décisions sont obligatoires dans tous leurs éléments et directement applicables dans tout Etat membre, comme le fait l'article 189, alinéa 2, du Traité instituant la Communauté économique européenne à propos des règlements de cette communauté.

Lorsqu'il a été question d'apprécier les effets des décisions du Comité de Ministres prises en application de la Convention du 16 mars 1961, relative à la coopération en matière de réglementation des importations, des exportations et du transit, il a été dit dans l'exposé des motifs de la loi d'approbation que "dans le système général du Traité Benelux, il n'y a pas de contact direct entre les institutions de l'Union et les populations des trois pays.

.../...

Le commentaire commun de la partie 2 du Traité, relative aux Institutions précise de la manière suivante ce point de vue :

"L'exécution du Traité et des décisions ou autres délibérations des organes de l'Union se fera normalement par l'intermédiaire des institutions nationales".

C'est toujours afin de préciser la même notion que les Gouvernements ont répondu dans leur aide-mémoire au rapport fait au nom de la commission des problèmes extérieurs du Conseil interparlementaire consultatif du Benelux, que là où le Comité de Ministres prend des décisions obligatoires celles-ci n'engagent que les Hautes Parties contractantes et leur exécution se fera par l'intermédiaire des organes nationaux. Les mesures prises par ceux-ci feront évidemment l'objet de la publication prévue en la matière. Par voie de conséquence, il n'a pas paru nécessaire aux Gouvernements de prévoir la publication des décisions du Comité de Ministres de Benelux" (Doc.parl. Chambre, session 1963-1964, n° 772/1, pp. 2 et 3).

Il s'ensuit que les dispositions nouvelles formant les dispositions préliminaires du tarif des droits d'entrée lient la Belgique au bénéfice des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg, mais elles n'auront effet en droit interne et ne lieront individuellement les Belges qu'en fonction d'un assentiment donné par le Parlement, d'une loi ou d'un arrêté royal pris sur base de l'article 11 de la loi générale.

.../...

II. Comme le Gouvernement a choisi la voie de l'arrêté royal, il y a lieu de vérifier si les décisions du Comité de Ministres sont conformes aux pouvoirs et à la compétence qui ont été consentis à ce comité.

Lorsqu'il est dit à l'article 1er, alinéa 2, du Protocole du 15 juin 1970 que le tarif des droits d'entrée peut être modifié par décision du Comité de Ministres de l'Union économique Benelux, ce pouvoir ne comporte pas celui de déterminer la compétence ou les attributions des autorités belges.

Ainsi, il n'appartient pas au Comité de Ministres

1° de dire que les"autorités compétentes" auxquelles il est fait référence dans le tarif douanier commun de la Communauté européenne sont "les Ministres des Finances" (article 25, alinéa 2, de la décision du 21 octobre 1975 - Moniteur belge du 31 mars 1976);

2° d'attribuer "aux ministres compétents" le pouvoir d'arrêter les dispositions en vertu desquelles, sous les conditions et dans les limites qu'ils déterminent, franchise totale ou partielle des droits d'entrée est accordée pour de nombreux produits désignés;

3° d'attribuer "aux ministres compétents" le pouvoir d'arrêter "des dispositions en vertu desquelles les marchandises qu'ils désignent sont passibles des droits du tarif douanier commun de la Communauté économique européenne, lorsque ces marchandises ont été exportées en libre pratique d'un Etat membre de la Communauté économique européenne sans avoir été soumises à ces droits

.../...

comme suite au Protocole relatif au commerce intérieur allemand et aux problèmes connexes, annexé au Traité instituant la Communauté économique européenne signé à Rome, le 25 mars 1957" (décision du 24 mai 1976 - Moniteur belge du 7 décembre 1976);

4° d'attribuer "aux ministres" le pouvoir, "en ce qui concerne le tarif des droits d'entrée, d'arrêter les dispositions pour l'exécution :

"a) des conventions multilatérales auxquelles les pays du Benelux ou la Communauté économique européenne sont parties;

b) des actes obligatoires dans tous leurs éléments des organes compétents des Communautés européennes;

c) des arrangements internationaux pris dans le cadre de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et publiés au Journal officiel des Communautés européennes" (article 31 de la décision du 28 décembre 1977 - Moniteur belge du 25 mars 1978).

On peut toutefois objecter à propos du 2° ci-dessus que certaines des dispositions préliminaires originelles du Protocole du 15 juin 1970, approuvé par la loi du 26 mars 1973, conféraient déjà aux "ministres compétents" le pouvoir d'accorder des franchises pour de nombreux produits. Dans la mesure où le Comité de Ministres a reproduit ces dispositions en n'en modifiant que la numérotation, on doit reconnaître qu'il a opéré une modification qu'il lui était permis d'accomplir.

.../...

Mais lorsque le Comité de Ministres a décidé de permettre au Ministre des Finances d'accorder des franchises pour de nouveaux produits (par exemple pour les "marchandises destinées à l'exécution de programmes communs de défense auxquels au moins un des pays du Benelux est partie" - nouvel article 27ter introduit par la décision du 28 décembre 1977), il délègue les pouvoirs qui lui sont attribués au lieu de les exercer lui-même.

Le soin de déterminer l'autorité qui, en Belgique, est compétente pour prendre les dispositions normatives nécessaires à l'exécution d'engagements qui lient la Belgique ne peut appartenir à une autorité étrangère ou supranationale.

Si en vertu de l'article 25bis de la Constitution, l'exercice de pouvoirs déterminés peut être attribué par un traité ou par une loi à des institutions de droit international public, on ne peut en inférer que sous le couvert de modifier le tarif des droits d'entrée, un organisme international puisse s'immiscer dans l'organisation interne des pouvoirs en décidant notamment que l'exercice de pouvoirs souverains sont attribués à tel ministre plutôt que d'être exercés par les Chambres législatives ou le Roi.

Sans doute le Comité de Ministres Benelux peut être considéré comme une institution de droit international public au sens de l'article 25bis de la Constitution. Des pouvoirs déterminés peuvent lui être attribués. Mais cette institution de droit international doit exercer elle-même les pouvoirs qui lui sont conférés; elle ne peut les céder à certains ministres nationaux.

.../...

Dès lors, dans la mesure où le Comité de Ministres de l'Union économique Benelux aurait excédé sa compétence en prenant des dispositions dépassant la notion de "modification du tarif", la Belgique ne serait pas liée et n'aurait pas à donner effet à ces dispositions sur son territoire.

L'article 1er du projet, en tant qu'il introduit un § 2 dans l'article 6 de la loi générale, manque de fondement légal dans la même mesure.

Il convient encore de relever qu'aux termes de l'article 67 de la Constitution le pouvoir réglementaire appartient au Roi. Aussi l'attribution à un ministre de l'entièreté du pouvoir réglementaire nécessaire à l'exécution d'un traité n'est pas en harmonie avec l'organisation des pouvoirs, telle qu'elle est prévue par la Constitution.

Article 2.

Cet article remplace l'article 10 de la loi générale par un nouveau texte.

Le texte actuellement en vigueur prévoit que les règlements et les décisions à caractère général du Conseil ou de la Commission des communautés européennes sont reproduits, sous une forme appropriée, au Moniteur belge. Aucun acte international n'ayant interdit cette reproduction, le Roi n'a pas le pouvoir de supprimer l'article 10 de la loi générale.

La disposition que l'article 2 du projet tend à insérer dans la loi générale pourrait trouver place dans cette loi comme article 11bis.

.../...

Articles 3 et 4.

Le maintien de l'article 10 actuel de la loi générale rend inutiles les articles 3 et 4 du projet.

Article 5.

L'article 312 de la loi générale prévoit :

"Lorsque les sommes à liquider, les prises en charge ou les décharges à opérer ou les restitutions à accorder du chef de droits d'accise, de taxes, d'amendes, d'intérêts de retard ou de toute autre redevance dont la perception pour compte de l'Etat est confiée à l'administration des douanes et accises comprennent une fraction de franc, cette fraction doit, pour chaque imposition, paiement, prise en charge, décharge ou restitution, être arrondie au franc supérieur. Des exceptions à cette règle peuvent être établies par le Ministre des Finances".

Plus spécialement, pour le calcul des droits d'entrée, l'article 5, alinéa 6, des dispositions préliminaires du tarif Benelux des droits d'entrée, modifiées par la décision du Comité de Ministres de l'Union économique Benelux du 21 octobre 1975, prévoit que "pour chaque lot de marchandises faisant l'objet d'un article dans une déclaration à l'importation, le montant des droits d'entrée est arrondi au franc supérieur" (Moniteur belge 31 mars 1976).

A défaut d'un acte international dont il conviendrait d'assurer l'exécution, il n'est pas au pouvoir du Roi de modifier l'article 312 de la loi générale.

Il demeure toutefois deux possibilités :

a) le Ministre des Finances peut établir des exceptions à la règle contenue dans l'article 312 de la loi générale, mais sans pouvoir modifier textuellement cette loi;

b) un arrêté royal peut être pris sur base de la loi du 3 juillet 1956. L'article unique de cette loi prévoit : "Selon les modalités et dans les cas à déterminer par le Roi, les fractions de franc peuvent être négligées ou comptées pour un franc dans toute somme à payer ou à recevoir par l'Etat, les provinces, les communes et les établissements publics".

ALGEMENE BESCHOUWINGEN.

Het ontwerp-koninklijk besluit strekt tot wijziging van de algemene wet inzake douane en accijnzen, gecoördineerd op 18 juli 1977. Die wijzigingen kan de Koning in de wetsbepalingen aanbrengen op grond van een "bijzondere" bevoegdheid die hem verleend is door artikel 2 van de wet van 20 februari 1970, thans artikel 11 van de gecoördineerde algemene wet.

De aanwending van die bijzondere bevoegdheid is beperkt tot de maatregelen "om de goede uitvoering te verzekeren van internationale akten" en is aan bekrachtiging door de wetgever onderworpen.

Het begrip "internationale akten" is verduidelijkt bij de parlementaire voorbereiding van de wet van 2 mei 1958, waarvan artikel 1 overgenomen is in artikel 2 van de reeds vermelde wet van 20 februari 1970 en in artikel 11 van de gecoördineerde algemene wet. Onder "internationale akten" vallen niet alleen de volgens de vorm gesloten verdragen, maar ook alle akkoorden en schikkingen, zelfs tussen administraties gesloten om vraagstukken van dagelijkse praktijk te regelen (Gedr. St. Kamer, zitting 1957-1958, nr. 875/1).

Het behoeft geen betoog dat de internationale akten waaraan de Koning uitvoering kan geven, België moeten verbinden, hetgeen veronderstelt dat ze regelmatig gesloten zijn door de daartoe bevoegde overheden en dat ze de goedkeuring en instemming hebben verkregen die nodig zijn opdat zij volkomen uitwerking hebben.

*
* *

.../...

Artikel 1.

Artikel 1 van het ontwerp voegt in artikel 6 van de algemene wet een § 2 in, die de Minister van Financiën belast met het vaststellen van de voorwaarden en beperkingen volgens welke in België toepassing zal worden gegeven aan negentien artikelen van de inleidende bepalingen van het Benelux-tarief van invoerrechten.

Die inleidende bepalingen waren aanvankelijk neergelegd in de bijlage van het op 15 juni 1970 te Brussel ondertekende, bij de wet van 26 maart 1973 goedgekeurde Protocol; zij volgen thans uit een nieuwe tekst, die uitgevaardigd is bij een beschikking van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie van 21 oktober 1975 en die gewijzigd is, eerst bij twee beschikkingen van datzelfde Comité van 24 mei 1976, vervolgens bij twee beschikkingen van 28 december 1977. De tekst van die bepalingen is verschenen in het Belgisch Staatsblad van 31 maart 1976, 7 december 1976 en 25 maart 1978.

Het Protocol van 15 juni 1970 bepaalt immers in zijn artikel 1, tweede lid, dat het tarief kan worden gewijzigd "bij beschikking van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie, genomen overeenkomstig artikel 19, a, van het Unieverdrag".

Dat Unieverdrag van 1 februari 1958, goedgekeurd bij de wet van 20 juni 1960, bepaalt in artikel 19 :

"Ter uitvoering van de hem toevertrouwde taak kan het Comité van Ministers :

.../...

a) beschikkingen nemen ter vaststelling van de wijze van uitvoering van de bepalingen van dit Verdrag onder de daarin vermelde voorwaarden. De beschikkingen van het Comité verbinden de Hoge Verdragsluitende Partijen;

b) ...".

Bij de aldus door het Comité van Ministers genomen beschikkingen zijn twee opmerkingen te maken :

I. Die beschikkingen zijn "internationale akten" in de zin van artikel 11 van de algemene wet inzake douane en accijnzen. Zij verbinden België zonder dat instemming van de Wetgevende Kamers vereist is.

Evenwel ofschoon artikel 19, a, van het Unieverdrag bepaalt dat de beschikkingen van het Comité de Hoge Verdragsluitende Partijen verbinden, zegt het niet dat zij verbindend zijn in al hun onderdelen en rechtstreeks toepasselijk zijn in elke Lid-Staat, zoals artikel 189, tweede lid, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap stelt in verband met de verordeningen van die Gemeenschap.

In verband met de gevolgen van de beschikkingen, door het Comité van Ministers gegeven overeenkomstig het Verdrag van 16 maart 1961 over de samenwerking inzake de regeling van in-, uit- en doorvoer, zegt de memorie van toelichting van de goedkeuringswet dat "in de algemene opzet van het Benelux-Verdrag er geen direct contact bestaat tussen de instellingen van de Unie-organisaties en de bevolking van de drie landen.

.../...

De gemeenschappelijke commentaar over het tweede deel van het Verdrag betreffende de instellingen verduidelijkt deze zienswijze als volgt :

"De uitvoering van het Verdrag en van de beschikkingen of andere besluiten van de Unie-organen geschiedt normaliter door de nationale instellingen".

Steeds ter verduidelijking van dit standpunt hebben de Regeringen in hun Memorandum inzake het rapport, uitgebracht namens de Commissie voor de Buitenlandse Vraagstukken van de Raadgevende Interparlementaire Beneluxraad, geantwoord dat, indien het Comité van Ministers beslissingen neemt welke een verplichting inhouden, alleen de Hoge Verdragsluitende Partijen hierdoor gebonden zijn, terwijl de uitvoering ervan zal geschieden door middel van de nationale organen. De maatregelen door dezen genomen zullen uiteraard het voorwerp uitmaken van de voorziene publicaties. Daarom komt het de Regering niet nodig voor regelen te treffen voor de publicatie van de beslissingen van het Comité van Ministers van Benelux" (Gedr. St., Kamer, zitting 1963-1964, nr. 772/1, blz. 2 en 3).

Hieruit volgt dat de nieuwe voorzieningen die de inleidende bepalingen van het tarief van invoerrechten vormen, België verbinden ten voordele van Nederland en het Groothertogdom Luxemburg; zij zullen echter in het interne recht slechts gevolgen hebben en zullen de Belgen individueel slechts verbinden op grond van een door het Parlement gegeven instemming, een wet of een op de grondslag van artikel 11 van de algemene wet vastgesteld koninklijk besluit.

.../...

II. Aangezien de Regering de voorkeur gegeven heeft aan een koninklijk besluit, moet worden nagegaan of het Comité van Ministers zijn beschikkingen gegeven heeft conform de machten en bevoegdheden die aan dat orgaan zijn toegekend.

Wanneer in artikel 1, tweede lid, van het Protocol van 15 juni 1970 wordt gezegd dat het tarief van invoerrechten kan worden gewijzigd bij beschikking van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie, betekent dat niet dat het Comité vermag te bepalen in hoever de Belgische overheden bevoegd zijn.

Het Comité van Ministers komt het met name niet toe :

1° te zeggen : "Waar in het gemeenschappelijk douanetarief van de Europese Economische Gemeenschap wordt gesproken over "de bevoegde autoriteiten" wordt daaronder verstaan "de Ministers van Financiën" (artikel 25, tweede lid, van de beschikking van 21 oktober 1975 - Belgisch Staatsblad van 31 maart 1976);

2° aan "de bevoegde Ministers" de macht te verlenen om bepalingen vast te stellen volgens welke onder de door hen te stellen voorwaarden en beperkingen gehele of gedeeltelijke vrijstelling van invoerrecht wordt verleend voor tal van aangewezen produkten;

3° aan "de bevoegde Ministers" de macht te verlenen om "bepalingen vast te stellen volgens welke door hen aan te wijzen goederen worden onderworpen aan de rechten van het gemeenschappelijk douanetarief van de Europese Econo-

mische Gemeenschap, indien die goederen herkomstig zijn uit het vrije verkeer van een lidstaat van de Europese Economische Gemeenschap en, door de werking van het bij het op 25 maart 1957 te Rome gesloten Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap behorende Protocol betreffende de binnenlandse handel van Duitsland en de daarmee samenhangende vraagstukken, niet aan die rechten onderworpen zijn geweest" (beschikking van 24 mei 1976 - Belgisch Staatsblad van 7 december 1976);

4° aan "de bevoegde Ministers" de macht te verlenen om "inzake het tarief van invoerrechten bepalingen vast te stellen ter uitvoering van :

"a) multilaterale overeenkomsten waarbij de Beneluxlanden of de Europese Economische Gemeenschap partij zijn;

b) in al hun onderdelen verbindende besluiten van de bevoegde instellingen van de Europese Gemeenschappen;

c) internationale afspraken, gemaakt in het kader van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en bekendgemaakt in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen" (artikel 31 van de beschikking van 28 december 1977 - Belgisch Staatsblad van 25 maart 1978).

In verband met 2° hiervoren kan worden opgeworpen dat sommige van de oorspronkelijke inleidende bepalingen van het bij de wet van 26 maart 1973 goedgekeurde Protocol

van 15 juni 1970 aan de "bevoegde Ministers" reeds de macht toekenden om voor talrijke produkten vrijstelling te verlenen. In zover het Comité van Ministers die bepalingen overgenomen en alleen maar vernummerd heeft, moet worden toegegeven dat het een wijziging heeft aangebracht die het vermocht aan te brengen.

Maar wanneer het Comité van Ministers beslist dat de Ministers van Financiën vrijstellingen zullen kunnen verlenen voor nieuwe produkten (bijvoorbeeld voor "goederen die bestemd zijn voor de uitvoering van gemeenschappelijke defensieprogramma's waarbij ten minste één van de Beneluxlanden partij is" - nieuw artikel 27ter, ingevoegd bij de beschikking van 28 december 1977), draagt het de hem verleende machten over in plaats van ze zelf uit te oefenen.

De taak om te bepalen welke overheid, in België, bevoegd is voor het vaststellen van de regelende bepalingen die nodig zijn voor het nakomen van verbintenissen waardoor België gebonden is, kan niet aan een vreemde of supranationale overheid behoren.

Maakt artikel 25bis van de Grondwet het mogelijk dat de uitoefening van bepaalde machten door een verdrag of door een wet aan volkenrechtelijke instellingen wordt opgedragen, daaruit mag niet worden afgeleid dat een internationale instelling, onder het voorwendsel van een wijziging van het tarief van invoerrechten, zich in de interne bevoegdheidsregeling kan mengen door onder meer te beslissen dat de uitoefening van soevereine machten aan een bepaald Minister wordt opgedragen, zodat die machten niet meer door de Wetgevende Kamers of door de Koning worden uitgeoefend.

.../...

Het Benelux Comité van Ministers kan weliswaar worden beschouwd als een volkenrechtelijke instelling in de zin van artikel 25bis van de Grondwet. Bepaalde machten kunnen aan het Comité worden opgedragen. Maar die volkenrechtelijke instelling moet de haar opgedragen machten zelf uitoefenen; zij kan die niet afstaan aan bepaalde nationale Ministers.

In zover dus het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie zijn bevoegdheid mocht hebben overschreden door het vaststellen van voorzieningen die verder reiken dan het begrip "tariefwijziging", zou België niet gebonden zijn en zou het daaraan geen gevolgen hebben te verlenen op zijn grondgebied.

Voor zover artikel 1 van het ontwerp in artikel 6 van de algemene wet een § 2 invoegt, mist het in dezelfde mate rechtsgrond.

Opgemerkt zij nog dat, luidens artikel 67 van de Grondwet, de verordenende bevoegdheid bij de Koning berust. Dat een Minister wordt bekleed met de volheid van de verordeningsbevoegdheid die voor de uitvoering van een Verdrag vereist is, past dus niet in de bevoegdheidsregeling zoals de Grondwet die heeft vastgesteld.

Artikel 2.

Dit artikel vervangt artikel 10 van de algemene wet door een nieuwe tekst.

.../...

De thans geldende tekst bepaalt dat de verordeningen en de beschikkingen van algemene aard, uitgevaardigd door de Raad of de Commissie van de Europese Gemeenschappen, in een aangepaste vorm in het Belgisch Staatsblad worden afgedrukt. Aangezien geen enkele internationale akte dat afdrukken heeft verboden, kan de Koning artikel 10 van de algemene wet niet laten vervallen.

De bepaling welke artikel 2 van het ontwerp in de algemene wet wil invoegen, kan daarin een plaats vinden als artikel 11bis.

Artikelen 3 en 4.

Het behoud van het huidige artikel 10 van de algemene wet maakt de artikelen 3 en 4 van het ontwerp overbodig.

Artikel 5.

Artikel 312 van de algemene wet bepaalt :

"Wanneer de te vereffenen sommen, de te verrichten aan- of afschrijvingen of de te verlenen terugbetalingen inzake accijnzen, taksen, boeten, nalatigheidsinteresten of enigerlei andere belasting of retributie waarvan de inning, voor rekening van de Staat, is toevertrouwd aan de administratie der douane en accijnzen, een breuk van een frank behelst,

.../...

dan moet die breuk, voor elke aanslag, betaling, aanschrijving, afschrijving of terugbetaling, op de naasthogere frank worden afgerond. De Minister van Financiën mag uitzonderingen op die regel vestigen".

Meer bepaald voor de berekening van het invoerrecht zegt artikel 5, zesde lid, van de inleidende bepalingen van het Benelux-tarief van invoerrechten, gewijzigd bij de beschikking van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie van 21 oktober 1975 : "Het door de aangever verschuldigde invoerrecht wordt voor elke onder een post op een aangifte ten invoer aangegeven partij goederen, afgerond tot de naasthogere frank" (Belgisch Staatsblad 31 maart 1976).

Bij ontstentenis van een internationale akte in de uitvoering waarvan zou moeten worden voorzien, is de Koning niet bevoegd om artikel 312 van de algemene wet te wijzigen.

Er blijven evenwel twee mogelijkheden :

a) de Minister van Financiën kan uitzonderingen op de regel van artikel 312 van de algemene wet vaststellen, maar zonder de tekst van de wet zelf te wijzigen;

b) een koninklijk besluit kan worden vastgesteld op grond van de wet van 3 juli 1956. Het enige artikel van die wet bepaalt : "Volgens de modaliteiten en in de gevallen door de Koning te bepalen mogen de frankgedeelten weggelaten of voor één frank gerekend worden in elke door de Staat, de provinciën, de gemeenten en de openbare instellingen uit te betalen of te ontvangen som".

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. SMOLDERS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. DEPONDT, conseillers d'Etat,
J. LIGOT, staatsraden,

G. VAN HECKE, assesseurs de la section de législation,

R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. Ch. SMOLDERS.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. Ch. SMOLDERS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. Ch. SMOLDERS.